

Chères spectatrices et spectateurs, chers ami·e·s du Théâtre de l'Union,

Le 19 décembre, la présidente de la région Pays de la Loire a fait voter à une large majorité un budget culturel en chute de 73%. En Ile de France la baisse va de 20 à 30%, autour de 10 % en région PACA. D'autres baisses s'annoncent dans d'autres régions et départements...

La culture participe à l'émancipation des citoyennes et citoyens que nous sommes et au maintien de la cohésion sociale des territoires. Elle est ce qui permet aux humains de s'interroger sans cesse sur le sens de l'existence, c'est la capacité que nous avons à raconter des histoires, à produire des récits, des peintures, des musiques, à développer les imaginaires pour créer de la beauté, de la poésie...

C'est vrai, la culture n'est pas utile. Elle est par contre vitale.

Nous sommes persuadés que face à la brutalité du monde les théâtres sont des lieux qui permettent d'abriter de la pensée en mouvement. Une pensée que nous voulons joyeuse, libre et impertinente. Une pensée qui est le socle de l'émancipation et de la liberté d'esprit.

Le service public de la culture permet par exemple à vous, spectateurs et spectatrices, ce soir, d'assister à la représentation de ce spectacle, *Marius*, de Joël Pommerat, pour un prix moyen de 11 euros.

Sans les subventions que nous percevons, votre place couterait ce soir une centaine d'euros. Sans le soutien de l'Etat et des collectivités territoriales, ce sont les 26 permanents du théâtre et de l'école, les 35 intermittents du spectacle du territoire, que nous engageons régulièrement, qui pourraient se retrouver sans emploi.

Sans le soutien de l'Etat ce sont 16 350 heures d'emploi artistique et technique par an en moins sur le territoire soit plus de 1200 contrats de travail.

Sans le soutien de l'Etat et des collectivités territoriales, nous ne pourrions plus mener des projets dans les lycées, dans les quartiers, auprès des publics éloignés de la culture...

Sans le soutien de l'Etat et des collectivités territoriales, nous serons contraints de programmer moins de spectacles, d'accueillir moins d'artistes.

Sans le soutien de l'Etat et des collectivités territoriales, les hôtels, restaurants, et autres prestataires locaux avec lesquels nous travaillons verraient leurs recettes baisser...

Nous refusons le projet de destruction des services publics, des politiques sociales, environnementales, éducatives, et culturelles qui est en marche.

Des milliers d'emplois risquent désormais d'être supprimés, des équipes artistiques et des lieux sont menacés de cessation d'activité et le service rendu à la population sera, de fait, profondément remis en cause.

La culture n'est pas une compétence, c'est un droit fondamental.

Restons solidaires et combatifs face à ces menaces.